

COMMUNE D'ETTERBEEK

GEMEENTE ETTERBEEK

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD

Séance du 26 mars 2007

Zitting van 26 maart 2007

PRESENTS/AANWEZIG

M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président, Burgmeester-Voorzitter ;
 M./Dhr Didier van EYLL, Mme/Mw Françoise BERTIEAUX, Mme/Mw Marie-Rose GEUTEN, M./Dhr Bernard de MARCKEN de MERKEN, M./Dhr Isi HALBERTHAL, M./Dhr Frank VAN BOCKSTAL, M./Dhr Jean-Luc ROBERT, M./Dhr Jean-Claude LAURENT, Echevins/Schepenen ;
 Mme/Mw Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, M./Dhr Stéphane VAN VAERENBERGH, M./Dhr André du BUS de WARNAFFE, M./Dhr Laurent VLEMINCKX, Mme/Mw Gisèle MANDAILA, M./Dhr Jean LAURENT, M./Dhr Rik JELLEMA, M./Dhr Ahmed M'RABET, M./Dhr Patrick LENAERS, Mme/Mw Marie-Pascale MINET, Mme/Mw Kathy MOTTET, M./Dhr Nourdine TAYBI, Mme/Mw Sandrine ES, M./Dhr Christophe GASIA, Mme/Mw Christina KARKAN, M./Dhr Rik BAETEN, M./Dhr Patrick CUISINIER, M./Dhr Ibrahim HANNA, Mme/Mw Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, M./Dhr Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Mme/Mw Jacqueline BERGER, M./Dhr Jean CORNIL, Mme/Mw Chantal HOORNAERT, Mme/Mw Claire ALLARD, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ;
 M./Dhr Christian DEBATY, Secrétaire Communal/Gemeentesecretaris.

ABSENTS ET EXCUSES/AFWEZIGEN EN VERONTSCHULDIGEN

Mme/Mw. Françoise CARTON de WIART, M./Dhr Rachid MADRANE.

La séance est ouverte à 20 h 10.
De zitting wordt om 20 u 10 geopend.

Monsieur Patrick LENAERS vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.
De heer Patrick LENAERS wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence est votée à l'unanimité.
De spoedeisende is met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

SEANCE PUBLIQUE – OPENBARE ZITTING

- (1) **Prorogation de Vivaqua (Ex-CIBE)**
Verlenging van het bestaan van Vivaqua (vroeger BIWM)

Le point est remis.
Het punt wordt ingesteld.

(2) Reprographie - Repobel - Conventions pour les volets ""Administration"", ""Bibliothèque francophone"", ""Bibliothèque flamande"" et ""Enseignement"" - Renouveau.
Reprografie - Repobel - Overeenkomsten voor de luiken ""Administratie"", de Franstalige bibliotheek"", de ""Nederlandstalige bibliotheek"" en het ""Onderwijs"" - Hernieuwing.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 15.10.1997 chargeant la société civile à forme de société coopérative à responsabilité limitée dénommée "Reprobel" d'assurer la perception et la répartition des droits à rémunération pour la copie d'œuvres protégées fixées sur un support graphique ou analogue;

Vu l'arrêté royal du 30.10.1997 relatif à la rémunération des auteurs et des éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des œuvres fixées sur un support graphique ou analogue;

Vu la délibération du Conseil communal du 28.06.2004 approuvant les termes des contrats relatifs au volet Administration, la bibliothèque francophone, la bibliothèque flamande et l'enseignement, conclus avec la société Repobel et fixant le mode de calcul des droits de reprographie;

Considération que ces contrats sont venus à échéance le 31.12.2006;

Considérant que la Directive n° 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société d'information a été transposée en droit belge, mais que l'arrêté d'exécution n'a pas encore été pris;

Considérant que, dans l'attente des nouvelles dispositions législatives, la société Repobel nous propose, après concertation avec les Unions des Villes et des Communes de renouveler les contrats susmentionnés aux mêmes conditions pour une période d'un an avec tacite reconduction;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

D'approuver les termes des contrats ci-après relatifs au volet Administration, la bibliothèque francophone, la bibliothèque flamande et l'enseignement.

* * *

De Gemeenteraad,

Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1997 tot het belasten van de cooperatieve vennootschap «Reprobel» genoemd met de verzekering de inning en de verdeling van de vergoedingsrechten voor het kopiëren van beschermde werken die op een grafische of analoge drager vastgelegd zijn;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1997 met betrekking op de vergoeding verschuldigd aan de auteurs en uitgevers voor het kopiëren van werken bedoeld voor privé- en didactische doeleinden vastgelegd op grafische- en/of analoge dragers ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.06.2004 houdende de goedkeuring van de termen van de contracten met betrekking op het administratief luik, de franstalige bibliotheek, de nederlandstalige bibliotheek, afgesloten met de maatschappij REPROBEL en houdende de vaststelling van de berekeningswijze van de auteursrechten van de reprografie;

Overwegende dat deze contracten op 31.12.2006 vervallen zijn;

Overwegende dat de Directief nr 2001/26/CE van het Europees Parlement en de Raad voor de harmonisatie van sommige aspecten van de auteursrechten en de naburige rechten in de informatiemaatschappij overgebracht werd naar het belgisch recht maar dat het uitvoeringsbesluit nog niet genomen werd;

Overwegende dat in de afwachting van nieuwe wettelijke bepalingen de maatschappij Reprobel ons voorsteld, na overleg met de Vereniging van Stad en de Gemeenten, om de voornoemde contracten te vernieuwen met dezelfde voorwaarden voor een periode van één jaar met stilzwijgende verlenging;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

De termen van de contracten hier in bijlage betreffende het luik Administratie, de franstalige bibliotheek, de nederlansstalige bibliotheek en het onderwijs goed te keuren;

* * *

CONVENTION – VOLET ADMINISTRATION

Entre

L'administration communale d'Etterbeek, avenue d'Auderghem 117 à 1040 Etterbeek
Ci-après dénommé le « débiteur »

Et

La SCCRL REPROBEL, dont le siège social est sis Place de Brouckère 12 à 1000 Bruxelles, représentée par Madame Karline VANDER LINDEN, son mandataire désigné par le Directeur Commercial de Reprobél, conformément à la décision du Conseil d'Administration du 09 janvier 2004 ;

Ci-après dénommé le «

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT:

Etant rappelé :

La loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins (M.B. 27 juillet 1994, p.19297, err. M.B. 5 novembre 1994, err. M.B. 22 novembre 1994), modifiée par la loi du 3 avril 1995 (M.B. 29 avril 1995) et modifiée par la loi du 31 août 1998 (M.B. 14 novembre 1998);

L'Arrêté Royal du 30 octobre 1997 relatif à la rémunération des auteurs et éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des œuvres fixées sur un support graphique ou analogue (M.B. 07 novembre 1997, p. 29912) , modifié par l' Arrêté Royal du 13 décembre 2002 (M.B. 14 janvier 2003) ;

L'Arrêté Royal du 15 octobre 1997 désignant REPROBEL comme la société de gestion habilitée à percevoir et répartir les rémunérations pour les copies d'œuvres fixées sur un support graphique ou analogue (M.B. 07 novembre 1997, p. 29847).

Vu la convention cadre conclue avec LES UNIONS DES VILLES ET DES COMMUNES, qui prévoit la méthode de calcul annuelle des copies d'œuvres protégées attribuables aux administrations, soit 1 copie d'œuvre protégée par jour ouvrable (220 jours) par agent, majorée de la/ou des revues de presse.

On entend par agent, toute personne occupée par l'administration (calculée en équivalent temps plein annuel, sur base des heures réellement prestées) hors CPAS et hors zone de police et à l'exclusion du personnel enseignant, du personnel des bibliothèques, du personnel ouvrier et du personnel incendie.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Objet du contrat

La présente convention vise à fixer de commun accord la méthode de calcul du volume intégral de copies d'œuvres protégées réalisées par le débiteur, et attribuables aux agents du débiteur (hormis le volume de copies

d'œuvres protégées attribuables au personnel du CPAS, au personnel enseignant, au personnel des bibliothèques, au personnel ouvrier, au personnel incendie et au personnel policier) au moyen des appareils de reproduction sous la surveillance, direction et contrôle du débiteur et dont la finalité est attribuable aux agents du débiteur et à fixer la durée de l'accord.

Cette méthode de calcul sert au calcul de la rémunération proportionnelle due aux auteurs et éditeurs conformément à l'article 60 de la loi ;

Pour information, les copies réalisées par le personnel du CPAS et par le personnel des Zones de Police feront l'objet d'une convention séparée et les copies réalisées par le personnel enseignant et par le personnel des bibliothèques feront également l'objet d'une convention séparée.

Nombres de copies, déclaration annuelle, durée de l'accord

a.

Par la présente convention, le débiteur accepte la méthode de calcul du nombre annuel de copies d'œuvres protégées réalisées en son sein :

1 copie par jour ouvrable (220 jours/an) par agent administratif, majorée du nombre de copies d'œuvres protégées réalisées dans le cadre de la ou des revue(s) de presse (nombre d'exemplaires multiplié par le nombre moyen de pages et par la fréquence de distribution).

On entend par agent, toute personne occupée par l'administration (calculée en équivalent temps plein annuel, sur base des heures réellement prestées) hors CPAS et hors zone de police et à l'exclusion du personnel enseignant, du personnel des bibliothèques, du personnel ouvrier et du personnel incendie.

b.

Le débiteur communiquera à REPROBEL au plus tard, pour le 30 juin de chaque année, par simple télécopieur au 02/551.08.85, par courrier ordinaire ou par e-mail, les renseignements utiles, soit le nombre d'agents occupés (calculé en équivalent temps plein annuel, sur base des heures réellement prestées) et arrêtés au 30 juin de l'année précédente, ainsi que le nombre de copies d'œuvres protégées réalisées dans le cadre de la revue de presse, au moyen du formulaire figurant en annexe 1. Cette annexe 1 est jointe à la présente convention et est considérée comme faisant partie intégrante de cette dernière. La première année d'entrée en vigueur du contrat, l'annexe 1 doit être restituée à REPROBEL concomitamment à la présente convention.

A défaut d'adresser la déclaration pour la date convenue (la première année concomitamment à la présente convention et par après pour le 30 juin de chaque année) et après courrier de rappel adressé par recommandé, le débiteur pourra se voir appliquer le tarif dit de « non-coopération » prévu par l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997.

A défaut d'adresser la déclaration dans les 30 jours d'un rappel par courrier recommandé adressé par REPROBEL, cette dernière sera en droit de facturer à titre *provisionnel* au débiteur, la rémunération proportionnelle au tarif de non-coopération en vigueur pour la période manquante tant sur base de la déclaration de l'année précédente, que sur base de la méthode de calcul prévue à l'article 2, a ci-dessus.

c.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an prenant cours le 01.01.2007 au 31.12.2007.

A défaut pour l'une ou l'autre des parties de notifier 3 mois avant l'échéance de la présente convention, son intention de ne pas renouveler la présente convention pour quelque motif que ce soit, cette dernière sera reconduite aux mêmes conditions pour une période d'un an.

Tarifs

Pour 2007 :

Il est rappelé que, selon la publication au Moniteur belge du 28 novembre 2006, le tarif de la rémunération pour les copies d'œuvres protégées pour l'année 2007 est de :

0,0174 EUR HTVA par copie noir et blanc et de 0,0348 EUR HTVA par copie couleur en cas de coopération
0,0289 EUR HTVA par copie noir et blanc et de 0,0578 EUR HTVA par copie couleur à défaut de coopération

En application de l'article 25 de l'Arrêté Royal (AR) du 30 octobre 1997, modifié par l'AR du 13 décembre 2002

et l'AR du 08 décembre 2004, les tarifs seront annuellement indexés selon la formule :

Tarif de base (25/01/2003) x nouvel indice santé (septembre)

Indice de départ (novembre 2001)

Paiement

Après réception de la déclaration annuelle, Repobel adressera une facture au débiteur, établie sur base de la méthode de calcul prévu aux articles 2 et 3 ci-dessus et conformément au tarif dit de « coopération ».

Cette facture est payable dans les 30 jours de sa réception (soit trois jours ouvrables après l'envoi), exclusivement au moyen de la formule de virement bancaire, qui lui sera jointe ou sur virement libre portant obligatoirement en communication le code de référence mentionné par Repobel.

A défaut de paiement dans les 30 jours de la réception de la facture (soit trois jours ouvrables après l'envoi), toute facture adressée au débiteur portera un intérêt au taux légal à dater de son émission.

A défaut de paiement de la rémunération facturée par Repobel à l'échéance convenue et après mise en demeure, le débiteur pourra être considéré comme un "non-coopérant" au sens de l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997 et se verra soumis au tarif y afférent.

Toutes taxes applicables en vertu des lois et règlements et notamment de la TVA sont à charge du débiteur.

Incessibilité et résiliation

Le bénéfice du présent accord ne peut pas être cédé par le débiteur à des tiers.

L'inexécution par le débiteur de l'une ou quelconque des obligations découlant du présent accord entraînera de plein droit, après mise en demeure préalable, la résiliation de celui-ci par REPROBEL. Cette résiliation prendra effet vingt jours à dater de l'envoi de la mise en demeure, à défaut pour le débiteur d'avoir remédié à ses manquements (la date de la poste faisant foi). Le fait pour l'une ou l'autre des parties de tolérer l'inexécution d'une ou plusieurs obligations contractuelles ne constitue en aucun cas une renonciation à voir respecter ces obligations.

Modalités

A défaut de remise de la présente convention et du formulaire de déclaration en annexe I pour le 30 juin 2007, le débiteur perdra le bénéfice du présent accord et devra remplir ses obligations par l'intermédiaire des formulaires dit de déclaration générale.

Le présente convention vaut déclaration pour le débiteur au sens de l'AR.

La présente convention dispense REPROBEL de fournir les brochures d'information obligatoires.

Le débiteur reconnaît expressément, par la présente convention, avoir rempli correctement, toutes ses obligations relatives aux droits de reprographie, pour la période allant du 01 janvier 1998 à la date d'entrée en vigueur de la présente convention. A défaut, REPROBEL se réserve le droit de régulariser la situation du débiteur, conformément aux dispositions applicables en la matière.

La présente convention déroge à l'article 1 des mentions obligatoires prévues dans les dites conditions.

Dispositions légales

Pour le surplus le texte de l'AR du 30 octobre 1997 pris en application de la loi du 30 juin 1994 est considéré comme intégralement reproduit dans la présente convention ainsi que les sanctions prévues aux articles 80 et suivants de la loi du 30 juin 1994.

Nullité

Dans le cas où l'une des présentes clauses de la convention devrait être déclarée nulle, cette nullité n'emporterait en aucun cas la nullité de l'intégralité de la convention.

Election de domicile

Les parties conviennent de faire élection de domicile pour l'exécution du présent accord ainsi que pour toute communication entre parties aux adresses renseignées à la page 1 du contrat.

Toute modification de siège social et ou de la personne responsable doit être signalée à REPROBEL dans un délai de 1 mois.

Attribution de compétence

Le droit belge est applicable à la présente convention.

Les Tribunaux de Bruxelles (en cas de compétence du Juge de Paix : la Justice de Paix de Bruxelles 3^{ème} canton) seront seuls compétents, pour tout litige entre parties, sous réserves du droit pour REPROBEL de soumettre les différends à tout autre Tribunal territorialement compétent et notamment celui du domicile du débiteur.

* * *

CONVENTION VOLET BIBLIOTHEQUE FRANCOPHONE

Entre

L'administration communale d'Etterbeek, avenue d'Auderghem 117 à 1040 Etterbeek
Ci-après dénommé le « débiteur »

Ci-après dénommé le « débiteur »

Et

La **SCRL REPROBEL**, dont le siège social est sis Place de Brouckère 12 à 1000 Bruxelles, représentée par Madame Karline VANDER LINDEN, son mandataire désigné par le Directeur Commercial de Repobel, conformément à la décision du Conseil d'Administration du 09 janvier 2004 ;

Ci-après dénommée « REPROBEL ».

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT:

Etant rappelé :

La *loi du 30 juin 1994* relative au droit d'auteur et aux droits voisins (*M.B.* 27 juillet 1994, p.19297, err. *M.B.* 5 novembre 1994, err. *M.B.* 22 novembre 1994), modifiée par la loi du 3 avril 1995 (*M.B.* 29 avril 1995) et modifiée par la loi du 31 août 1998 (*M.B.* 14 novembre 1998);

L'Arrêté Royal du 30 octobre 1997 relatif à la rémunération des auteurs et éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des œuvres fixées sur un support graphique ou analogue (*M.B.* 07 novembre 1997, p. 29912), modifié par l' Arrêté Royal du 13 décembre 2002 (*M.B.* 14 janvier 2003) ;

L'Arrêté Royal du 15 octobre 1997 désignant REPROBEL comme la société de gestion habilitée à percevoir et répartir les rémunérations pour les copies d'œuvres fixées sur un support graphique ou analogue (*M.B.* 07 novembre 1997, p. 29847).

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Objet du contrat

La présente convention vise à fixer de commun accord la méthode de calcul du volume intégral de copies d'œuvres protégées réalisées au moyen des appareils de reproduction sous la surveillance, direction et contrôle du débiteur et à fixer la durée de l'accord.

Cette méthode de calcul sert au calcul de la rémunération proportionnelle due aux auteurs et éditeurs conformément à l'article 60 de la loi ;

Nombres de copies, déclaration annuelle, durée de l'accord

a.

Par la présente convention, le débiteur accepte la méthode de calcul du nombre annuel de copies d'œuvres protégées réalisées en son sein :

3.460 copies d'œuvres protégées par an par personne subventionnée dans l'établissement, calculé en équivalent temps plein annuel.

b.

Le débiteur communiquera à REPROBEL au plus tard, pour le 30 juin de chaque année, par simple télécopieur au 02/551.08.85, par courrier ordinaire ou par e-mail, les renseignements utiles, soit le nombre d'employés occupés (calculé en équivalent temps plein annuel), au moyen du formulaire figurant en annexe 1. Cette annexe 1 est jointe à la présente convention et est considérée comme faisant partie intégrante de cette dernière. La première année d'entrée en vigueur du contrat, l'annexe 1 doit être restituée à REPROBEL concomitamment à la présente convention.

A défaut d'adresser la déclaration pour la date convenue (la première année concomitamment à la présente convention et par après pour le 30 juin de chaque année) et après courrier de rappel adressé par recommandé, le débiteur pourra se voir appliquer le tarif dit de « non-coopération » prévu par l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997.

A défaut d'adresser la déclaration dans les 30 jours d'un rappel par courrier recommandé adressé par REPROBEL, cette dernière sera en droit de facturer à *titre provisionnel* au débiteur, la rémunération proportionnelle au tarif de non-coopération en vigueur pour la période manquante tant sur base de la déclaration de l'année précédente, que sur base de la méthode de calcul prévue à l'article 2, a ci-dessus.

c.

La présente convention est conclue pour une durée **d'un an** prenant cours le 01.01.2007 au 31.12.2007.

A défaut pour l'une ou l'autre des parties de notifier 3 mois avant l'échéance de la présente convention, son intention de ne pas renouveler la présente convention pour quelque motif que ce soit, cette dernière sera reconduite aux mêmes conditions pour une période d'un an.

Tarifs

Il est rappelé que, selon la publication au Moniteur belge du 28 novembre 2006, le tarif de la rémunération pour les copies d'œuvres protégées pour l'année 2007 est de :
0,0130 EUR HTVA par copie noir et blanc et de 0,0260 EUR HTVA par copie couleur en cas de coopération
0,0217 EUR HTVA par copie noir et blanc et de 0,0434 EUR HTVA par copie couleur à défaut de coopération

En application de l'article 25 de l'Arrêté Royal (AR) du 30 octobre 1997, modifié par l'AR du 13 décembre 2002

et l'AR du 08 décembre 2004, les tarifs seront annuellement indexés selon la formule :

Tarif de base (25/01/2003) x nouvel indice santé (septembre)

Indice de départ (novembre 2001)

Paiement

Après réception de la déclaration annuelle, Reprobél adressera une facture au débiteur, établie sur base de la méthode de calcul prévu aux articles 2 et 3 ci-dessus et conformément au tarif dit de « coopération ».

Cette facture est payable dans les 30 jours de sa réception (soit trois jours ouvrables après l'envoi), exclusivement au moyen de la formule de virement bancaire, qui lui sera jointe ou sur virement libre portant obligatoirement en communication le code de référence mentionné par Reprobél.

A défaut de paiement dans les 30 jours de la réception de la facture (soit trois jours ouvrables après l'envoi), toute facture adressée au débiteur portera un intérêt au taux légal à dater de son émission.

A défaut de paiement de la rémunération facturée par Reprobél à l'échéance convenue et après mise en demeure, le débiteur pourra être considéré comme un "non-coopérant" au sens de l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997 et se verra soumis au tarif y afférent.

Toutes taxes applicables en vertu des lois et règlements et notamment de la TVA sont à charge du débiteur.

Incessibilité et résiliation

Le bénéfice du présent accord ne peut pas être cédé par le débiteur à des tiers.

L'inexécution par le débiteur de l'une ou quelconque des obligations découlant du présent accord entraînera de plein droit, après mise en demeure préalable, la résiliation de celui-ci par REPROBEL. Cette résiliation prendra effet vingt jours à dater de l'envoi de la mise en demeure, à défaut pour le débiteur d'avoir remédié à ses manquements (la date de la poste faisant foi). Le fait pour l'une ou l'autre des parties de tolérer l'inexécution d'une ou plusieurs obligations contractuelles ne constitue en aucun cas une renonciation à voir respecter ces obligations.

Modalités

A défaut de remise de la présente convention et du formulaire de déclaration en annexe I pour le 30 juin 2007, le débiteur perdra le bénéfice du présent accord et devra remplir ses obligations par l'intermédiaire des formulaires dit de déclaration générale.

Le présente convention vaut déclaration pour le débiteur au sens de l'AR.

La présente convention dispense REPROBEL de fournir les brochures d'information obligatoires.

Le débiteur reconnaît expressément, par la présente convention, avoir rempli correctement, toutes ses obligations relatives aux droits de reprographie, pour la période allant du 01 janvier 1998 à la date d'entrée en vigueur de la présente convention. A défaut, REPROBEL se réserve le droit de régulariser la situation du débiteur, conformément aux dispositions applicables en la matière.

La présente convention déroge à l'article 1 des mentions obligatoires prévues dans les dites conditions.

Dispositions légales

Pour le surplus le texte de l'AR du 30 octobre 1997 pris en application de la loi du 30 juin 1994 est considéré comme intégralement reproduit dans la présente convention ainsi que les sanctions prévues aux articles 80 et suivants de la loi du 30 juin 1994.

Nullité

Dans le cas où l'une des présentes clauses de la convention devrait être déclarée nulle, cette nullité n'emporterait en aucun cas la nullité de l'intégralité de la convention.

Election de domicile

Les parties conviennent de faire élection de domicile pour l'exécution du présent accord ainsi que pour toute communication entre parties aux adresses renseignées à la page 1 du contrat.

Toute modification de siège social et ou de la personne responsable doit être signalée à REPROBEL dans un délai de 1 mois.

Attribution de compétence

Le droit belge est applicable à la présente convention.

Les Tribunaux de Bruxelles (en cas de compétence du Juge de Paix : la Justice de Paix de Bruxelles 3^{ème} canton) seront seuls compétents, pour tout litige entre parties, sous réserves du droit pour REPROBEL de soumettre les différends à tout autre Tribunal territorialement compétent et notamment celui du domicile du débiteur.

* * *

CONVENTION VOLET BIBLIOTHEQUE FLAMANDE

Tussen

De Gemeente Etterbeek, Oudergemlaan 117 te 1040 Etterbeek
hierna genoemd « de vergoedingsplichtige »
enerzijds;

en

De **BCVBA REPROBEL**, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, de Brouckèreplein 12, vertegenwoordigd door Mevrouw KARLINE VANDER LINDEN, aangeduid als lasthebber door de Commercieel Directeur van Reprobel, overeenkomstig de beslissing van de Raad van Bestuur van 09 januari 2004,

Hierna genoemd « REPROBEL »,

Anderzijds.

IS VOORAFGAANDELIJK UITEENGEZET:

Gelet op de *Wet van 30 juni 1994* betreffende het auteursrecht en de naburige rechten (*B.S.* 27 juli 1994, p.19297, err. *B.S.* 5 november 1994, err. *B.S.* 22 november 1994), gewijzigd door de wet van 3 april 1995 (*B.S.* 29 april 1995) en gewijzigd door de wet van 31 augustus 1998 (*B.S.* 14 november 1998);

Gelet op het *Koninklijk Besluit van 30 oktober 1997* betreffende de vergoeding verschuldigd aan auteurs en uitgevers voor het kopiëren voor privé-gebruik of didactisch gebruik van werken die op grafische of soortgelijke drager zijn vastgelegd (*B.S.* 7 november 1997, p. 29912), gewijzigd door het *Koninklijk Besluit van 13 december 2002* (*B.S.* 14 januari 2003);

Gelet op het *Koninklijk Besluit van 15 oktober 1997* tot het belasten van Reprobel met de inning en de verdeling van de vergoeding voor het kopiëren van werken die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd (*B.S.* 7 november 1997, p. 29847).

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Voorwerp van de overeenkomst

Huidige overeenkomst heeft als voorwerp het totaal aantal kopieën van auteursrechtelijk beschermde werken gerealiseerd op reproductieapparaten onder controle, toezicht en leiding van de vergoedingsplichtige in gemeenschappelijk overleg te ramen en om de duur van de overeenkomst te bepalen.

De doelstelling van deze raming is de berekening van de evenredige vergoeding, die overeenkomstig artikel 60 van de wet verschuldigd is aan de uitgevers en de auteurs.

Aantal kopieën , jaarlijkse aangifte, duur van de overeenkomst

a.

Met deze overeenkomst aanvaardt de vergoedingsplichtige de berekeningsmethode van het jaarlijks aantal kopieën van beschermd werk gerealiseerd in zijner hoofde:

13 kopieën uit beschermd werken per werkdag (220 werkdagen per jaar) per bediende in voltijds equivalent, zijnde 2860 kopieën uit beschermd werken per bediende per jaar.

b.

De vergoedingsplichtige zal ten laatste voor 30 juni van elk jaar de nodige gegevens, nl. het aantal bedienden (omgerekend tot het jaarlijks voltijds equivalent) meedelen aan Reprobel (per fax op n° 02/ 551 08 85, per post

of per e-mail) door middel van het formulier in bijlage 1. Deze bijlage 1 maakt integraal deel uit van onderhavige overeenkomst. Voor het eerste jaar dient bijlage 1 teruggestuurd te worden aan Reprobel samen met huidige overeenkomst.

Wanneer de aangifte niet wordt teruggezonden aan Reprobel binnen de daartoe voorziene termijn (het eerste jaar, samen met huidige overeenkomst en nadien elk jaar voor 30 juni), en na rappel per aangetekende brief door Reprobel, zal het op de vergoedingsplichtige toepasbaar tarief van “niet-medewerking”, zoals voorzien in het Koninklijk Besluit van 30 oktober 1997, van toepassing worden verklaard.

Bij niet-terugzending van de aangifte binnen de dertig dagen na ontvangst van een aangetekend schrijven verzonden door Reprobel, heeft laatstgenoemde het recht om een voorlopig bedrag te factureren aan de in gebreke blijvende vergoedingsplichtige, nl. de evenredige vergoeding op basis van de voorgaande aangifte en met toepassing van de berekeningsmethode zoals bepaald in art. 2, a van huidige overeenkomst. In dit geval zal het op de vergoedingsplichtige toepasbare tarief dat zijn van “niet-medewerking”.

c.

Huidige overeenkomst wordt gesloten voor een periode van één jaar gaande van 01.01.2007 tot 31.12.2007.

De overeenkomst eindigt na het verstrijken van deze periode indien ten minste drie maanden voor de vervaldag van huidige overeenkomst door één van beide partijen een opzegging wordt betekend.

Indien binnen deze termijn geen opzegging wordt betekend, wordt huidige overeenkomst telkens onder dezelfde voorwaarden voor een duur van één jaar verlengd.

Tarieven

Van 1 januari 2007 tot 31 december 2007 zijn, volgens de publicatie in het BS van 28 november 2006, volgende tarieven van toepassing:

0,0130 EUR excl. BTW per zwart-wit kopie en 0,0260 EUR excl. BTW per kleurenkopie in geval van medewerking

0,0217 EUR excl. BTW per zwart-wit kopie en 0,0434 EUR excl. BTW per kleurenkopie in geval van niet-medewerking.

In toepassing van artikel 25 van het Koninklijk Besluit van 30 oktober 1997, gewijzigd bij het Koninklijk Besluit van 13 december 2002 en het Koninklijk Besluit van 08 december 2004, zullen de tarieven elk jaar worden geïndexeerd, volgens de formule:

Basistarief x nieuwe gezondheidsindex (september)
Beginindex (november 2001)

Betaling

Na ontvangst van de jaarlijkse aangifte zal Reprobel het verschuldigde bedrag factureren aan de vergoedingsplichtige. Deze factuur zal opgesteld worden op basis van de berekeningsmethode voorzien in de bovenvermelde artikelen 2 en 3 en zal gebeuren op grond van het tarief van medewerking.

De factuur is betaalbaar binnen de 30 dagen na ontvangst ervan (de ontvangst wordt vermoed te zijn gebeurd 3 werkdagen na de verzending), uitsluitend via het bij de factuur gevoegde overschrijvingsformulier of via een andere overschrijving met vermelding van de door Reprobel meegeleverde referentiecode.

Bij gebrek aan betaling binnen de 30 dagen na ontvangst van de factuur (de ontvangst wordt vermoed te zijn gebeurd 3 werkdagen na de verzending) zal elke uitgegeven factuur een wettelijke verwijlrent met zich meebrengen, te rekenen vanaf de datum van uitgifte van de factuur.

Bij gebreke aan betaling binnen de overeengekomen termijn van de vergoeding, gefactureerd door Reprobel en na ingebrekestelling door Reprobel, zal de vergoedingsplichtige kunnen beschouwd worden als een « niet-medewerker » in de zin van het Koninklijk Besluit van 30 oktober 1997 en diengevolge het overeenstemmende bedrag van “niet-medewerker” verschuldigd zijn.

Elke wettelijke of reglementaire verschuldigde belasting en met name de BTW zijn voor rekening van de vergoedingsplichtige.

Onoverdraagbaarheid en opzegging

Het voordeel van huidige overeenkomst kan door de vergoedingsplichtige niet worden overgedragen aan derden.

In geval van niet-naleving door de vergoedingsplichtige van om het even welke bepaling voortvloeiende uit huidige overeenkomst, zal deze overeenkomst na voorafgaandelijke ingebrekestelling door Repobel rechtsgeldig opgezegd zijn. Indien de vergoedingsplichtige zijn gebreken niet heeft recht gezet, zal de opzegging van huidige overeenkomst van kracht worden 20 dagen na de verzending van de ingebrekestelling (poststempel geldt als bewijs).

Het loutere feit dat één van beide partijen de niet-naleving van één of meerdere contractuele verplichtingen duldt, betekent in geen geval de verzaking aan het recht om gelijk welke clause of verbintenis van huidige contract na te leven of te doen naleven.

Modaliteiten

Wanneer de vergoedingsplichtige nalaat onderhavige overeenkomst terug te sturen voor 30 juni 2007, zal laatstgenoemde het voordeel van huidige overeenkomst verliezen en bijgevolg verplicht worden zijn reprografieverplichtingen te vervullen door middel van het algemeen aangifteformulier.

Huidige overeenkomst geldt als aangifteformulier in de zin van het KB.

Huidige overeenkomst ontheft Repobel van haar taak om de verplichte informatie brochures te verschaffen.

Door huidige overeenkomst erkent de vergoedingsplichtige uitdrukkelijk te hebben voldaan aan zijn verplichtingen met betrekking tot de reprografierechten voor de periode van 1 januari 1998 tot de datum van inwerkingtreding van huidige overeenkomst. Bij gebreke hiervan, houdt Repobel zich het recht voor om de situatie van de vergoedingsplichtige te regulariseren, en dit overeenkomstig de toepasselijke bepalingen hieromtrent.

Huidige overeenkomst wijkt af van art. 1 van de verplichte vermeldingen.

Wettelijke bepalingen

Voor het overige moet de tekst van het KB van 30 oktober 1997 ter uitvoering van de wet van 30 juni 1994 worden beschouwd als integraal te zijn hernomen in huidige overeenkomst alsmede de sancties zoals bepaald in artikels 80 e.v. van de wet van 30 juni 1994.

Nietigheid

Ingeval dat één van de clauses van huidige overeenkomst nietig zou worden verklaard, brengt deze nietigheid geenszins de nietigheid van de overige clauses van de overeenkomst met zich mee.

Woonstkeuze

Voor de uitvoering van onderhavige overeenkomst en voor de communicatie tussen partijen kiezen partijen hun woonplaats op de op pagina 1 van huidige overeenkomst vermelde adressen.

Elke wijziging van de maatschappelijke zetel van de vergoedingsplichtige en/of van de verantwoordelijke persoon moet binnen een termijn van 1 maand worden medegedeeld door de vergoedingsplichtige aan Repobel.

Bevoegdheidsbeding

Het Belgisch recht is van toepassing op huidige overeenkomst.

Enkel de rechtbanken van Brussel (in geval van bevoegdheid van de Vrederechter: het Vredegerecht van Brussel 3^{de} kanton) zullen bevoegd zijn om de geschillen tussen partijen te beslechten, onder voorbehoud van het recht van REPROBEL om de geschillen voor te leggen aan elke andere territoriaal bevoegde rechtbank, met name deze van het domicilie van de vergoedingsplichtige.

* * *

CONVENTION VOLET ENSEIGNEMENT

Entre

L'administration communale d'Etterbeek, avenue d'Auderghem 117 à 1040 Etterbeek
Ci-après dénommé le « débiteur »

Et

La SCCRL REPROBEL, dont le siège social est sis Place de Brouckère 12 à 1000 Bruxelles, représentée par Madame Karline VANDER LINDEN, son mandataire désigné par le Directeur Commercial de Repobel, conformément à la décision du Conseil d'Administration du 09 janvier 2004 ;
Ci-après dénommée « REPROBEL ».

IL EST EXPOSE CE QUI SUIVIT :

Etant rappelé :

La loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins (*M.B.* 27 juillet 1994, p.19297, err. *M.B.* 5 novembre 1994, err. *M.B.* 22 novembre 1994), modifiée par la loi du 3 avril 1995 (*M.B.* 29 avril 1995) et modifiée par la loi du 31 août 1998 (*M.B.* 14 novembre 1998);
L'Arrêté Royal du 30 octobre 1997 relatif à la rémunération des auteurs et éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des œuvres fixées sur un support graphique ou analogue (*M.B.* 07 novembre 1997, p. 29912), modifié par l' Arrêté Royal du 13 décembre 2002 (*M.B.* 14 janvier 2003) ;
L'Arrêté Royal du 15 octobre 1997 désignant REPROBEL comme la société de gestion habilitée à percevoir et répartir les rémunérations pour les copies d'œuvres fixées sur un support graphique ou analogue (*M.B.* 07 novembre 1997, p. 29847).

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Objet du contrat

La présente convention vise à fixer de commun accord la méthode de calcul du volume intégral de copies d'œuvres protégées réalisées au moyen des appareils de reproduction sous la surveillance, direction et contrôle du débiteur et à fixer la durée de l'accord.

Cette méthode de calcul sert au calcul de la rémunération proportionnelle due aux auteurs et éditeurs conformément à l'article 60 de la loi ;

Nombres de copies, déclaration annuelle, durée de l'accord

a.

Par la présente convention, le débiteur accepte la méthode de calcul du nombre annuel de copies d'œuvres protégées réalisées en son sein :

Nombres d'élèves de maternel	36 copies d'œuvres protégées par élève/an
Nombres d'élèves du primaire	147 copies d'œuvres protégées par élève/an
Nombres d'élèves du secondaire	220 copies d'œuvres protégées par élève/an

Les montants comprennent 10% représentant la part de copies d'œuvres protégées réalisées par le corps professoral.

En ce qui concerne les établissements de promotion sociale et les académies, est convenu entre parties d'estimer de commun accord le nombre de copies d'œuvres protégées à 25% du volume global des copies qui sont attribuables à ces établissements annuellement.

b.

Le débiteur communiquera à REPROBEL au plus tard, pour le 30 juin de chaque année, par simple télécopieur au 02/551.08.85, par courrier ordinaire ou par e-mail, les renseignements utiles, soit le nombre d'élèves et le volume global des copies réalisées par les établissements de promotion sociale et les académies, au moyen du formulaire figurant en annexe 1. Cette annexe 1 est jointe à la présente convention et est considérée comme faisant partie intégrante de cette dernière. La première année d'entrée en vigueur du contrat, l'annexe 1 doit être restituée à REPROBEL concomitamment à la présente convention.

A défaut d'adresser la déclaration pour la date convenue (la première année concomitamment à la présente convention et par après pour le 30 juin de chaque année) et après courrier de rappel adressé par recommandé, le débiteur pourra se voir appliquer le tarif dit de « non-coopération » prévu par l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997.

A défaut d'adresser la déclaration dans les 30 jours d'un rappel par courrier recommandé adressé par REPROBEL, cette dernière sera en droit de facturer à titre *provisionnel* au débiteur, la rémunération proportionnelle au tarif de non-coopération en vigueur pour la période manquante tant sur base de la déclaration de l'année précédente, que sur base de la méthode de calcul prévue à l'article 2, a ci-dessus.

c.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an prenant cours le 01.01.2007 au 31.12.2007.

A défaut pour l'une ou l'autre des parties de notifier 3 mois avant l'échéance de la présente convention, son intention de ne pas renouveler la présente convention pour quelque motif que ce soit, cette dernière sera reconduite aux mêmes conditions pour une période d'un an.

Tarifs

Il est rappelé que, selon la publication au Moniteur belge du 28 novembre 2006, le tarif de la rémunération pour les copies d'œuvres protégées pour l'année 2007 est de :

0,0130 EUR HTVA par copie noir et blanc et de 0,0260 EUR HTVA par copie couleur en cas de coopération
0,0217 EUR HTVA par copie noir et blanc et de 0,0434 EUR HTVA par copie couleur à défaut de coopération

Pour les années suivantes, en application de l'AR du 13 décembre 2002, les tarifs seront indexés chaque année, selon la formule suivante :

Tarif de base (25/01/2003) x nouvel indice santé (septembre)
Indice de départ (novembre 2001)

Paiement

Après réception de la déclaration annuelle, Repobel adressera une facture au débiteur, établie sur base de la méthode de calcul prévu aux articles 2 et 3 ci-dessus et conformément au tarif dit de « coopération ».

Cette facture est payable dans les 30 jours de sa réception (soit trois jours ouvrables après l'envoi), exclusivement au moyen de la formule de virement bancaire, qui lui sera jointe ou sur virement libre portant obligatoirement en communication le code de référence mentionné par Repobel.

A défaut de paiement dans les 30 jours de la réception de la facture (soit trois jours ouvrables après l'envoi), toute facture adressée au débiteur portera un intérêt au taux légal à dater de son émission.

A défaut de paiement de la rémunération facturée par Repobel à l'échéance convenue et après mise en demeure, le débiteur pourra être considéré comme un "non-coopérant" au sens de l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997 et se verra soumis au tarif y afférent.

Toutes taxes applicables en vertu des lois et règlements et notamment de la TVA sont à charge du débiteur.

Incessibilité et résiliation

Le bénéfice du présent accord ne peut pas être cédé par le débiteur à des tiers.

L'inexécution par le débiteur de l'une ou quelconque des obligations découlant du présent accord entraînera de plein droit, après mise en demeure préalable, la résiliation de celui-ci par REPROBEL. Cette résiliation prendra effet vingt jours à dater de l'envoi de la mise en demeure, à défaut pour le débiteur d'avoir remédié à ses

manquements (la date de la poste faisant foi). Le fait pour l'une ou l'autre des parties de tolérer l'inexécution d'une ou plusieurs obligations contractuelles ne constitue en aucun cas une renonciation à voir respecter ces obligations.

Modalités

A défaut de remise de la présente convention et du formulaire de déclaration en annexe I pour le 30 juin 2007 le débiteur perdra le bénéfice du présent accord et devra remplir ses obligations par l'intermédiaire des formulaires dit de déclaration générale.

Le présente convention vaut déclaration pour le débiteur au sens de l'AR.

La présente convention dispense REPROBEL de fournir les brochures d'information obligatoires.

Le débiteur reconnaît expressément, par la présente convention, avoir rempli correctement, toutes ses obligations relatives aux droits de reprographie, pour la période allant du 01 janvier 1998 à la date d'entrée en vigueur de la présente convention. A défaut, REPROBEL se réserve le droit de régulariser la situation du débiteur, conformément aux dispositions applicables en la matière.

La présente convention déroge à l'article 1 des mentions obligatoires prévues dans les dites conditions.

Dispositions légales

Pour le surplus le texte de l'AR du 30 octobre 1997 pris en application de la loi du 30 juin 1994 est considéré comme intégralement reproduit dans la présente convention ainsi que les sanctions prévues aux articles 80 et suivants de la loi du 30 juin 1994.

Nullité

Dans le cas où l'une des présentes clauses de la convention devrait être déclarée nulle, cette nullité n'emporterait en aucun cas la nullité de l'intégralité de la convention.

Election de domicile

Les parties conviennent de faire élection de domicile pour l'exécution du présent accord ainsi que pour toute communication entre parties aux adresses renseignées à la page 1 du contrat.

Toute modification de siège social et ou de la personne responsable doit être signalée à REPROBEL dans un délai de 1 mois.

Attribution de compétence

Le droit belge est applicable à la présente convention.

Les Tribunaux de Bruxelles (en cas de compétence du Juge de Paix : la Justice de Paix de Bruxelles 3^{ème} canton) seront seuls compétents, pour tout litige entre parties, sous réserves du droit pour REPROBEL de soumettre les différends à tout autre Tribunal territorialement compétent et notamment celui du domicile du débiteur.

- (3) **ASBL ""MAISON DES JEUNES D'ETTERBEEK"" - Compte 2005 - Approbation.
VZW ""JEUGDHUIS VAN ETTERBEEK"" - Rekening 2005 - Goedkeuring.**

*Ce point est retiré de l'ordre du jour du conseil.
Dit punt wordt van de dagorde van de gemeenteraad uitgetrokken.*

- (4) **ASBL "" MAISON DES JEUNES D'ETTERBEEK "" - Budget 2006 - Approbation.
VZW ""JEUGDHUIS VAN ETTERBEEK "" - Begroting 2006 - Goedkeuring.**

*Ce point est retiré de l'ordre du jour du conseil.
Dit punt wordt van de dagorde van de gemeenteraad uitgetrokken.*

**(5) Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.
Regie van Grondbeleid - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

- ♣ Date : 1^{er} mars 2007.
- ♣ Objet : Patrimoine Régie – Immeubles rue de l'Orient 11/13, avenue d'Auderghem 187, chaussée Saint-Pierre 71 – Marchés de services pour les missions de coordination-projet et – réalisation en matière de sécurité et de santé du projet - Désignation des adjudicataires.
- ♣ Estimation de la dépense :
- ♣ Immeuble rue de l'Orient 11/13 : 800,00 € hors T.V.A.
- ♣ Immeuble avenue d'Auderghem 187 : 800,00 € hors T.V.A.
- ♣ Immeuble chaussée Saint-Pierre 71 : 800,00 € hors T.V.A.
- ♣ Article budgétaire : 240.01 du budget patrimonial 2007 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information les décisions du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

* * *

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien dat het opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, B.T.W. niet begrepen, niet overschrijdt ;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

- ♣ Datum : 1 maart 2007.
- ♣ Onderwerp : Patrimonium Regie – Gebouwen Morgenlandstraat 11/13, Oudergemlaan 187, Sint-Pieterssteenweg 71 – Dienstenopdrachten voor de opdrachten voor de veiligheids- en gezondheidscoördinatie (ontwerp en uitvoering) van het project - Aanduiding van de aanbesteders.
- ♣ Raming van de uitgave :
- ♣ Gebouw Morgenlandstraat 11/13 : 800,00 € zonder B.T.W.
- ♣ Gebouw Oudergemlaan 187 : 800,00 € zonder B.T.W.
- ♣ Gebouw Sint-Pieterssteenweg 71 : 800,00 € zonder B.T.W.
- ♣ Begrotingsartikel : 240.01 van de patrimonium begroting 2007 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet

Voir annexe – Zie bijlage.

(6) Régie Foncière - Budget 2007 - Crédits provisoires - Deuxième trimestre. Regie van Grondbeleid - Begroting 2007 - Voorlopige kredieten - Tweede trimester.

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que le budget de la Régie Foncière pour 2007 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

DECIDE

De demander à l'autorité de tutelle l'autorisation de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le deuxième trimestre 2007

* * *

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de begroting van de Regie van Grondbeleid 2007 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden ;

Gelet op artikel 12 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven ;

BESLIST

Aan de toezichhoudende overheid om machtiging te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten te beschikken voor het tweede trimester.

(7) Patrimoine Régie/Rénovation - Rénovation de l'immeuble 11/13 rue de l'Orient - Approbation du projet d'exécution et de l'estimation du coût des travaux - Choix du mode de passation du marché - Demande de subsides.

Vermogen Regie/Renovatie - Renovatie van het gebouw 11/13 Morgenlandstraat - Goedkeuring van het uitvoeringsontwerp en de raming van de kostprijs van de werken - Keuze van de gunningswijze van de opdracht - Aanvraag voor subsidies.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 juin 2005 portant sur l'approbation de l'avant-projet de rénovation de l'immeuble et le principe de demande de subsides en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale organique du 12 février 1998 de la rénovation ou de la démolition suivie de la reconstruction d'immeubles des communes et des C.P.A.S., modifié par l'arrêté du 18 avril 2002;

Considérant que l'immeuble est insalubre et qu'il y a lieu de le rénover entièrement;

Considérant que le projet d'exécution consiste en la création de deux appartements duplex deux chambres;

Vu le cahier spécial des charges administratif et technique, les plans et les métrés récapitulatifs et estimatifs établis par le service de la Régie Foncière, annexés à la présente délibération;

Vu le P.G.S.S. établi par le coordinateur de sécurité, ECOCONTROL;

Vu le permis d'urbanisme 05/PFD/163795 délivré le 28 avril 2006 par l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement;

Considérant que l'estimation du coût de ce marché s'élève à 298.530 EUR hors TVA (6%) et hors révision des prix;

Vu la loi du 24 décembre 1993 et l'arrêté royal du 8 janvier 1996;

Considérant que ce marché public de travaux n'est pas soumis à la publicité européenne mais qu'il est néanmoins soumis à la publicité belge;

Considérant que la rénovation de cette immeuble peut être subsidiée en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale organique du 12 février 1998 de la rénovation ou de la démolition suivie de la reconstruction d'immeubles des communes et des C.P.A.S., modifié par l'arrêté du 18 avril 2002;

Considérant que le coût du marché en question peut être imputé sur l'article 242 du budget 2007 de la Régie Foncière;

Vu l'article 93 de la loi communale qui stipule que les séances du Conseil Communal sont publiques;

DECIDE

1. d'approuver le projet d'exécution (cahier spécial des charges, plans et métrés) portant sur la rénovation de l'immeuble 11/13 rue de l'Orient pour une estimation de 298.530 EUR hors TVA et hors révision des prix;
2. de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché;
3. de fixer comme ci-après les critères de sélection qualitative :
clauses d'exclusion :

- * Une attestation originale portant le cachet sec de l'Office National de la Sécurité Sociale dont il résulte qu'il est en règle en matière de cotisations de sécurité sociale et de sécurité d'existence et ce conformément aux prescriptions de l'article 17bis de l'A.R. du 8 janvier 1996 ;
- * Une attestation du bureau de recettes de la T.V.A. datant du mois précédant l'introduction de l'offre ;
- * Un extrait original du casier judiciaire de l'administrateur délégué de l'entreprise ;

Capacité technique :

- * La liste des travaux de rénovation ou de construction exécutés au cours des cinq dernières années. L'entreprise doit avoir exécuté au minimum trois chantiers d'un montant minimum par chantier de 200.000,00 EUR durant ces cinq ans. Cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces certificats indiqueront le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

Capacité financière :

- * Une copie du certificat d'enregistrement de l'entrepreneur en catégorie 11 ;
- * Une attestation bancaire circonstanciée selon modèle repris dans la circulaire ministérielle du 10 février 1998 (Moniteur Belge du 13 février 1998) ;
- * Une copie ou l'original du certificat d'agrément de l'entrepreneur catégorie D classe 3 minimum;

- 4 de soumettre la présente délibération au pouvoir subsidiant pour l'obtention des subsides de rénovation des immeubles isolés;
- 5 de soumettre la présente délibération à l'autorité de tutelle pour approbation.

* * *

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 juni 2005 betreffende de goedkeuring van het voorontwerp voor de renovatie van het gebouw en het principe voor de aanvraag van subsidies volgens het arrest van de Regering van het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest van 12 februari 1998 van de renovatie of de afbraak gevolgd door de bouw van gebouwen door gemeentes en O.C.M.W.'s, gewijzigd door het arrest van 18 april 2002;

Overwegende dat het gebouw onbewoonbaar is en dat het volledig moet gerenoveerd worden;

Overwegende dat het uitvoeringsontwerp bestaat uit het maken van twee duplex-appartement met twee slaapkamers;

Gelet op het administratief en technisch lastenkohier, de plannen en de meetstaten opgesteld door de dienst van de Regie van Grondbeleid, in bijlage aan deze beraadslaging;

Gelet op het AVGP opgesteld door de veiligheidscoördinator, ECOCONTROL;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning 05/PFD/163795 afgeleverd op 28 april 2006 door het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

Overwegende dat de kostprijs van deze opdracht geraamd wordt op 298.530 EUR zonder BTW (6%) en zonder prijsherziening;

Gelet op de wet van 24 december 1993 en het koninklijk besluit van 8 januari 1996;

Overwegende dat deze openbare opdracht voor werken niet onderworpen is aan een Europese bekendmaking doch wel aan een Belgische bekendmaking;

Overwegende dat de renovatie van dit gebouw gesubsidieerd kan worden volgens het arrest van de Regering van het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest van 12 februari 1998 van de renovatie of de afbraak gevolgd door de bouw van gebouwen door gemeentes en O.C.M.W.'s, gewijzigd door het arrest van 18 april 2002;

Overwegende dat de kostprijs van deze opdracht geboekt kan worden op het artikel 242 van het budget van het boekjaar 2007 van de Regie van Grondbeleid;

Gelet op artikel 93 van de gemeentewet dat bepaalt dat de zittingen van de gemeenteraad openbaar zijn;

BESLIST

1. om het uitvoeringsontwerp (bijzonder lastenkohier, plannen en meetstaten) goed te keuren voor de renovatie van het gebouw 11/13 Morgenlandstraat voor een geraamd bedrag van 298.530 EUR zonder BTW (6%) en zonder prijsherziening;
2. om de openbare aanbesteding te kiezen als gunningswijze van de opdracht;
3. om de criteria voor de kwalitatieve selectie als volgt vast te leggen:

uitsluitingsclausules :

- * Een origineel attest met droge stempel van de R.S.Z. waarvan blijkt dat de inschrijver in orde is met de betaling van de sociale bijdrages en dit conform aan artikel 17bis van het K.B. van 8 januari 1996;
- * Een attest van het ontvangstkantoor van de BTW daterende van één maand voor de zitting van de opening van de offertes ;
- * Een origineel afschrift van strafregister van de gedelegeerd bestuurder van de onderneming ;

Technische capaciteit :

- * De lijst van de renovatie- en de nieuwbouwwerken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar. De onderneming moet minstens drie werven van een minimum bedrag van 200.000 EUR uitgevoerd hebben tijdens deze vijf jaar. Deze lijst zal ondersteund worden door certificaten van goede uitvoering van de meest belangrijke werken. Deze certificaten vermelden het bedrag, de periode en de plaats van de uitvoering van de werken en verduidelijken of zij uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en tot een goed einde gebracht werden.

Financiële capaciteit :

- * een kopie van het registratiecertificaat als aannemer in categorie 11;
- * een omstandig bankattest volgens het model hernomen in de ministeriële omzendbrief van 10 februari 1998 (BS van 13 februari 1998) ;
- * een kopie of een origineel exemplaar van het erkenningscertificaat als aannemer categorie D klasse 3 minimum;

4. om deze beraadslaging voor goedkeuring voor te leggen aan de subsidiërende overheid met het oog op de toekenning van de subsidies voor de renovatie van alleenstaande gebouwen;
5. om deze beraadslaging voor goedkeuring voor te leggen aan de voogdijoverheid.

(8) Patrimoine Régie/Rénovation - Renouvellement de la couverture de la toiture, remplacement de la loggia et pose d'un bardage sur le mur pignon de l'immeuble 1 rue Sainte-Gertrude - Approbation du projet d'exécution et de l'estimation du coût des travaux - Choix du mode de passation du marché.

Vermogen Regie/Renovatie - Vernieuwing van de dakbekleding en de erker en plaatsing van een bekleding op de zijgevel van het gebouw 1 Sint-Geertruidestraat - Goedkeuring van het uitvoeringsontwerp en de raming van de kostprijs van de werken - Keuze van de gunningswijze van de opdracht.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que la toiture de l'immeuble 1 rue Sainte-Gertrude n'est plus étanche; que cela a provoqué d'importantes infiltrations d'eau dans l'appartement du 3^e étage; que les locataires de cet appartement ont dû être relogés ; qu'il y a lieu d'entreprendre d'importants travaux avant de pouvoir relouer l'appartement;

Considérant que les travaux consistent à renouveler la couverture de la toiture et des chiens-assis, à remplacer la loggia en bois, à étanchéiser le mur pignon par un bardage en ardoises artificielles;

Vu le cahier spécial des charges administratif et technique, les plans et les métrés récapitulatif et estimatif établis par le service de la Régie Foncière, annexés à la présente délibération;

Considérant que l'estimation du coût de ce marché s'élève à 81.500 EUR hors TVA (6%) et hors révision des prix;

Vu la loi du 24 décembre 1993 et l'arrêté royal du 8 janvier 1996;

Considérant que ce marché public de travaux n'est pas soumis à la publicité européenne mais qu'il est néanmoins soumis à la publicité belge;

Considérant que le coût du marché en question peut être imputé sur l'article 242 du budget 2007 de la Régie Foncière;

Vu l'article 93 de la loi communale qui stipule que les séances du Conseil Communal sont publiques;

DECIDE

1. d'approuver le projet d'exécution (cahier spécial des charges, plans et métrés) portant sur le renouvellement de la couverture de la toiture, le remplacement de la loggia et la pose d'un bardage sur le mur pignon de l'immeuble 1 rue Sainte-Gertrude pour une estimation de 81.500 EUR hors TVA (6%) et hors révision des prix;
2. de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché;
3. de fixer comme ci-après les critères de sélection qualitative :
 - clauses d'exclusion :
 - * Une attestation originale portant le cachet sec de l'Office National de la Sécurité Sociale dont il résulte qu'il est en règle en matière de cotisations de sécurité sociale et de sécurité d'existence et ce conformément aux prescriptions de l'article 17bis de l'A.R. du 8 janvier 1996 ;
 - * Une attestation du bureau de recettes de la T.V.A. datant du mois précédant l'introduction de l'offre ;
 - * Un extrait original du casier judiciaire de l'administrateur délégué de l'entreprise ;
 - Capacité technique :
 - * La liste des travaux de rénovation ou de construction exécutés au cours des cinq dernières années. Cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces certificats indiqueront le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
 - Capacité financière :
 - * Une copie du certificat d'enregistrement de l'entrepreneur en catégorie 15 ;
 - * Une attestation bancaire circonstanciée selon modèle repris dans la circulaire ministérielle du 10 février 1998 (Moniteur Belge du 13 février 1998) ;
 - * Une copie ou l'original du certificat d'agrément de l'entrepreneur catégorie D12 classe 1 minimum;
- 4 de soumettre la présente délibération à l'autorité de tutelle pour approbation.

* * *

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het dak van het gebouw gelegen 1 Sint-Geertruidestraat niet meer waterdicht is; dat dit belangrijke waterinfiltraties heeft veroorzaakt in het appartement op het 3^e verdiep; dat de Regie van

Grondbeleid de huurders van dit appartement in een andere woonst heeft moeten onderbrengen; dat het noodzakelijk is om belangrijke werken uit te voeren vooraleer dit appartement opnieuw te kunnen verhuren;

Overwegende dat de werken bestaan uit de vernieuwing van de dakbekleding en de dakkapellen, de vervanging van de erker, het waterdicht maken van de zijgevel met behulp van een kunstleien;

Gelet op het bijzonder administratief en technisch lastenkohier, de plannen en de meetstaten opgesteld door de dienst van de Regie van Grondbeleid, in bijlage van deze beraadslaging;

Overwegende dat de raming van de kostprijs van deze werken 81.500 EUR bedraagt zonder BTW (6%) en zonder prijsherziening;

Gelet op de wet van 24 december 1993 en het koninklijk besluit van 8 januari 1996;

Overwegende dat deze openbare opdracht niet onderworpen is aan een Europese bekendmaking doch wel aan een Belgische bekendmaking;

Overwegende dat de kostprijs van deze opdracht geboekt kan worden op het artikel 242 van het budget van het boekjaar 2007 van de Regie van Grondbeleid;

Gelet op artikel 93 van de gemeentewet dat bepaalt dat de zittingen van de gemeenteraad openbaar zijn;

BESLIST

1. om het uitvoeringsontwerp (lastenkohier, plannen en meetstaten) voor de vernieuwing van de dakbekleding, de vervanging van de erker en de plaatsing van een bekleding op de zijgevel van het gebouw 1 Sint-Geertruidestraat voor een raming van de kostprijs van 81.500 EUR zonder BTW (6%) en zonder prijsherziening;
2. om de openbare aanbesteding te kiezen als gunningswijze van de opdracht;
3. om de criteria voor de kwalitatieve selectie als volgt vast te leggen:
 - uitsluitingsclausules :
 - * Een origineel attest met droge stempel van de R.S.Z. waarvan blijkt dat de inschrijver in orde is met de betaling van de sociale bijdrages en dit conform aan artikel 17bis van het K.B. van 8 januari 1996 ;
 - * Een attest van het ontvangstkantoor van de BTW daterende van één maand voor de zitting van de opening van de offertes ;
 - * Een origineel afschrift van strafregister van de gedelegeerd bestuurder van de onderneming ;
 - Technische capaciteit :
 - * De lijst van de renovatie- en de nieuwbouwwerken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar. Deze lijst zal ondersteund worden door certificaten van goede uitvoering van de meest belangrijke werken. Deze certificaten vermelden het bedrag, de periode en de plaats van de uitvoering van de werken en verduidelijken of zij uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en tot een goed einde gebracht werden.
 - Financiële capaciteit :
 - * een kopie van het registratiecertificaat als aannemer in categorie 15;
 - * een omstandig bankattest volgens het model hernomen in de ministeriële omzendbrief van 10 februari 1998 (BS van 13 februari 1998) ;
 - * een kopie of een origineel exemplaar van het erkenningscertificaat als aannemer categorie D12 klasse 1 minimum;
4. om deze beraadslaging voor goedkeuring te onderwerpen van de voogdijoverheid.

(9) Conclusion d'emprunts destinés à financer les besoins de la Régie Foncière et de l'Administration en général - Année 2006 - Choix du marché.

Afsluitingen van leningen voor de financiering van de behoeften van de Regie van Grondbeleid en van het Bestuur in het algemeen - Jaar 2006 - Keuze van de opdracht.

Par 28 oui et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met 28 ja stemmen en 5 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Ont votés oui/Hebben ja gestemd

Patrick LENAERS, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Marie-Pascale MINET, Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, Jean-Luc ROBERT, Nourdine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Didier van EYLL, Claire ALLARD, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Françoise BERTIEAUX, Jean CORNIL, Françoise CARTON de WIART, Frank CUISINIER, Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie-Rose GEUTEN, Isi HALBERTHAL, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Christina KARKAN, Jean LAURENT, Jean-Claude LAURENT, Vincent DE WOLF.

Se sont abstenus/Hebben zich onthouden

Kathy MOTTET, Ibrahim HANNA, Stéphane VAN VAERENBERGH, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE,

Le Conseil communal,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et de services ;

Vu la circulaire du 21 décembre 1998 (complétée le 16 mars 1999) destinée aux Communes de la Région de Bruxelles-Capitale concernant certains services financiers et notamment les emprunts contractés par les pouvoirs locaux ;

Attendu conséquemment qu'il convient de susciter la concurrence entre les organismes financiers pour la conclusion des emprunts destinés à couvrir les dépenses d'investissements de la Commune et de la Régie Foncière pour l'exercice 2006 ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une procédure négociée avec publicité au niveau européen sur base du cahier spécial des charges n° TP/ORD/MVP/2007/13 ;

Attendu que l'enveloppe globale des investissements a été arrêté pour 2006 à € 2.039.574,69 (charge brute) et qu'elle se ventile comme suit :

Commune :	€	1.865.574,69
Régie Foncière :	€	174.000,00

Attendu que les intérêts d'emprunts seront imputés aux articles correspondants des budgets respectifs de l'exercice considéré (fff/211/01 pour la Commune – 65010 pour la Régie Foncière) ;

Vu l'article 17 § 3, 4° de la loi du 24 décembre 1993 ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

ARRETE

Le choix du marché, l'estimation et les documents d'adjudication en ce compris les critères de sélection.

CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE DES CANDIDATS

(Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services)

Ces critères sont fixés comme ci-après :

Clauses d'exclusion

Chaque candidat devra prouver qu'il est en règle avec les obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions de l'article 90 § 3 (belge) et § 4 (étranger).

Capacité technique, financière et économique

La capacité du prestataire de services peut être évaluée en vertu notamment de son savoir-faire, de son efficacité, de son expérience et de sa fiabilité.

À cet effet, les candidats sont priés de démontrer leur capacité sur la base de ces quatre éléments dans un document de format A4, comptant huit pages au maximum.

Nombre minimum de candidats invités à soumissionner : 3

Nombre maximum de candidats invités à soumissionner : 15

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle dans les plus brefs délais.

* * *

De Gemeenteraad,

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Gezien de omzendbrief van 21 december 1998 (aangevuld op 16 maart 1999) bestemd tot de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende verschillende financiële diensten en ondermeer de leningen afgesloten door de lokale krachten ;

Aangezien desgevolge het geschikt is de concurrentie tussen de financiële instellingen op te wekken voor de afsluiting van leningen bestemd om de investeringskosten van de Regie van Grondbeleid en van de Gemeente te dekken voor het jaar 2006 ;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een onderhandelingsprocedure met bekendmaking op Europees niveau op basis van het bijzonder bestek n° TP/ORD/MVP/2007/13 ;

Aangezien dat de globale omslag van de investeringen besloten is geweest voor 2006 op € 2.039.574.69 (bruto last) en dat zij zich als volgt voorstelt :

Gemeente : € 1.865.574,69

Regie van Grondbeleid : 174.000,00

Aangezien de leningsinteressen zullen geboekt worden op de overeenkomende artikelen van de respectievelijke begrotingen van het betrokken dienstjaar (fff/211/01 voor de Gemeente – 65010 voor de Regie van Grondbeleid) ;

Gezien het artikel 17 § 3, 4° van de wet van 24 december 1993 ;

Gezien het artikel 234 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT

De keuze van de opdracht, de raming en de aanbestedingsdocumenten in dit te verstaan de selectiecriteria.

CRITERIA VOOR DE KWALITATIEVE SELECTIE VAN DE KANDIDATEN

(Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 met betrekking tot de openbare opdrachten van werken, leveringen en diensten)

De criteria zijn als volgt vastgesteld

Uitsluitingsclausules

Iedere kandidaat zal moeten bewijzen dat hij in orde is met zijn verplichtingen met betrekking op de betaling van de bijdragen aan de sociale zekerheid volgens de bepalingen van artikel 90 § 3 (belgische) en § 4 (vreemdelingen).

Technische, financiële en economische capaciteit

De bekwaamheid van de dienstverlener kan worden beoordeeld aan de hand van onder andere zijn vakkundigheid, doeltreffendheid, ervaring en betrouwbaarheid.

Ten dien einde worden de kandidaten verzocht om hun capaciteit aan te tonen op basis van deze vier elementen in een document van formaat A4, dat maximaal acht pagina's telt.

Minimum aantal kandidaten die verzocht worden om in te schrijven : 3

Maximum aantal kandidaten die verzocht worden om in te schrijven : 15

De huidige beraadslaging zal binnen de kortste termijnen aan de Toezichthoudende overheid toegestuurd worden.

(10) ""Sentiers de guerre"" - Mise à disposition d'infrastructure - Convention. ""In straat van oorlog"" - Terbeschikkingstelling van infrastructuur - Overeenkomst.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu le Décret de la Communauté flamande du 13 juin 2001 concernant la promotion d'une politique culturelle locale intégrale et qualitative;

Vu l'avis positif sur le Plan d'Action de la Politique Culturelle Locale 2007, émis par le Nederlandstalige Cultuurraad Etterbeek (Conseil Consultatif de la Culture néerlandophone) lors de la session dudit conseil le 10 janvier 2007;

Vu l'approbation du Plan d'Action de la Politique Culturelle Locale 2007 par le Collège du Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek lors de la session du 8 février 2007 et le fait que ledit Plan d'Action prévoit la réalisation d'un projet multiculturel dénommé "Ma petite guerre – Sentiers de guerres" et prévoit pour ce projet un soutien financier;

Considérant que l'association Etterbeekoise Louis Paul Boonkring organisera, dimanche 28 avril 2007, en collaboration avec la commune d'Etterbeek et avec un grand nombre d'associations locales et régionales, un événement bilingue «grand public» dénommé «Ma petite guerre – Sentiers de guerre(s)»;

Considérant que ledit évènement comprend, outre une lecture intégrale de la version originale et de la traduction française du roman «Ma petite guerre» de l'écrivain alostois Louis Paul Boon, (1) une exposition présentant le patrimoine, l'architecture et la toponymie militaires de la commune d'Etterbeek, d'une part, et (2) un événement multidisciplinaire de danse, de théâtre, de poésie, de projections vidéo et cinéma, d'arts plastiques, d'autre part;

Considérant que l'évènement accordera une attention particulière au «volet histoire orale», basé sur les souvenirs de gendarmes à la retraite jadis stationnés à Etterbeek, d'une part, et sur les souvenirs de guerre d'habitants d'Etterbeek, d'autre part;

Considérant que le projet «Ma petite guerre – Sentiers de guerre(s)» aura lieu dans les manèges du Quartier Major Géruzet (Avenue de Force Aérienne, 1040 Etterbeek);

Considérant que l'utilisation de cette infrastructure requiert la signature d'une convention de mise à disposition des infrastructures de la police, à condition que la mise à disposition de ladite infrastructure ne peut engendrer aucune conséquence financière de quelque nature qu'elle soit pour la commune;

Considérant que l'a.s.b.l. Louis Paul Boonkring est le seul utilisateur des infrastructures mises à disposition par la Police fédérale et s'engage à souscrire opportunément les polices d'assurance requises et à prendre en charge toutes les conséquences juridiques et financières du projet ;

Vu l'article 117 de la loi communale;

DECIDE

D'approuver la convention de mise à disposition des infrastructures mentionnées ci-dessus sises dans la caserne de la Police fédérale (voir convention en annexe).

* * *

De Gemeenteraad,

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 13 juli 2001, houdende het stimuleren van en kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid;

Gelet op het positief advies op het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid 2007 uitgebracht door de Nederlandstalige Cultuurraad Etterbeek op haar bijeenkomst van 10 januari 2007,

Gelet op het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid 2007, goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Etterbeek in de zitting van 8 februari 2007, waarin een multicultureel project genaamd "Mijn kleine oorlog" is opgenomen en voor ondersteuning in aanmerking komt;

Overwegende dat de Louis Paul Boonkring op zondag 28 april 2007, in samenwerking met de gemeente Etterbeek en in samenwerking met een groot aantal lokale en bovenlokale verenigingen, een tweetalig evenement organiseert genaamd "Mijn kleine oorlog – In st[r]aat van oorlog";

Overwegende dat het evenement behalve een marathonlezing van de roman "Mijn kleine oorlog" ook (1) een tentoonstelling rond het militair erfgoed, de militaire architectuur, de militaire toponymie en de orale geschiedenis in Etterbeek en (2) een totaalspektakel met instrumentale muziek en koormuziek, theater, beeldende kunsten, videoprojecties en dans omvat;

Overwegende dat zowel in het totaalspektakel/marathonlezing als in de tentoonstelling o.a. de persoonlijke herinneringen van (oud-)rijkswachters in Etterbeek en de oorlogsherinneringen van oudere Etterbekenaren prominent aan bod komen;

Overwegende dat het project gerealiseerd wordt in de maneges van de rijkswachtkazernes Majoor Géruset gelegen aan de Luchtmachtlaan in Etterbeek;

Overwegende dat met het oog op het gebruik van voornoemde maneges een "Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van infrastructuur" ondertekend moet worden met de Federale Politie; met dien verstande de terbeschikkingstelling van de infrastructuur door de Federale Politie geen enkele financiële consequentie van welke aard dan ook mag hebben voor de gemeente Etterbeek;

Overwegende dat de Louis Paul Boonkring in dezen geldt als feitelijke uitvoerder van het project en als feitelijke gebruiker van de infrastructuur en daarom de vereiste verzekeringspolissen zal aangaan en onderschrijven en alleen en volledig zal instaan voor alle juridische financiële gevolgen van het project;

Gelet op artikel 117 in het Gemeentelijk Wetboek;

BESLUIT

De overeenkomst met betrekking tot de terbeschikkingstelling van de hierboven vermelde infrastructuur in de voornoemde kazerne van de Federale Politie (zie bijlage) goed te keuren.

Voir annexe – Zie bijlage

**(11) Finances – Budget 2007 – Crédits provisoires – 2^{ème} trimestre 2007.
Financiën – Begroting 2007 – Voorlopige kredieten – 2de trimester 2007.**

*Par 28 oui et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met 28 ja stemmen en 5 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Ont votés oui/Hebben ja gestemd

Patrick LENAERS, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Marie-Pascale MINET, Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, Jean-Luc ROBERT, Nourdine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Didier van EYLL, Claire ALLARD, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Françoise BERTIEAUX, Jean CORNIL, Françoise CARTON de WIART, Frank CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie-Rose GEUTEN, Isi HALBERTHAL, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Christina KARKAN, Jean LAURENT, Jean-Claude LAURENT, Vincent DE WOLF.

Se sont abstenus/Hebben zich onthouden

Kathy MOTTET, Ibrahim HANNA, Stéphane VAN VAERENBERGH, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE,

Le Conseil communal,

Attendu que le budget 2007 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale;

DECIDE

de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le deuxième trimestre 2007.

* * *

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de begroting over 2007 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

Gelet op artikel 14 van de Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT

aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie voorlopige kredieten.

**(12) Interpellation de Madame Chantal HOORNAERT relative à l'Analphabétisme et initiatives.
Interpellatie van Mevrouw Chantal HOORNAERT betreffende het analfabetisme en initiatieven.**

Madame Chantal HOORNAERT expose son interpellation.

Le 8 mars 2007, le Pivot a présenté à l'espace Senghor, un film réalisé par eux sur leur projet d'école pour adultes qui existe depuis 20 ans.

Ce film donnait la parole à une quinzaine de personnes qui ne savaient bien ni lire, écrire ni calculer de façon adéquate. Ils sont belges et ont fréquenté nos écoles.

Grâce à ce projet, ils sont arrivés à se redresser, ne plus être honteux.

Le Pivot avait invité le monde politique etterbeekoïse afin de poser les questions suivantes :

1. Pourquoi ne pas proposer aux personnes qui dans la commune, ne savent ni lire, ni écrire de rejoindre le Pivot ?

2. Qu'allez-vous faire pour que cela n'arrive pas à nos enfants ? Pour qu'ils ne soient pas stigmatisés dès le début de l'école ?
3. Ne serait-il pas utile de montrer notre film aux enseignants et responsables d'écoles maternelles et primaires, dans les écoles de devoirs ?

Le Pivot propose en outre aux autorités communales d'organiser des études dirigées gratuites dans les écoles primaires pour que les enfants dont les parents ne savent pas lire ou écrire aient toutes leurs chances de sortir de la misère, sachant que les adultes formés à ce jour par le Pivot sont prêts à s'investir dans ce genre de projet. Il est important que nous donnions suite aux questions de citoyens qui sont créatifs et acteurs de leur vie !

En ce sens, j'aimerais apprendre du Collège :

1. Seriez-vous prêts à réunir une commission transversale « enseignement-affaires sociales-égalité des chances » afin de mener un débat constructif entre les conseillers communaux ?
2. Est-il possible d'intégrer dans la formation continue de nos enseignants une ouverture à cette problématique, par exemple par la projection de ce film ou la rencontre avec les participants ?

Il est en effet essentiel de se saisir de cette préoccupation de manière transversale aux différentes compétences scabinales.

Monsieur André du BUS de WARNAFFE ajoute que, suite à la projection de ce film, il a pris contact avec le chef de cabinet de Madame la Ministre SIMONET. Il serait possible d'envisager une action avec le soutien de Madame la Ministre.

Monsieur Isi HALBERTHAL répond. Dans votre courrier relatif à l'illettrisme, vous adressez au Collège des Bourgmestre et Echevins une série de questions.

Permettez-nous tout d'abord de vous interroger sur le sens de la question n° 2 que les représentants de l'asbl « LE PIVOT » ont adressé aux mandataires politiques. Quel est le public ciblé ? Les enfants souffrant de troubles des apprentissages, les primo-arrivants, ou encore les enfants dont les parents sont illettrés ? Sachant qu'il s'agit de problématiques distinctes, il serait utile que vous nous éclairiez à ce sujet.

Il ajoute que l'illettrisme est aussi un problème de cohésion sociale. Et il n'y a pas que le Pivot qui soit actif dans le domaine. Il existe toute une série d'associations qui ont déjà effectué des travaux dans certaines écoles.

La deuxième question est plus vaste et touche au rôle de l'école. Il y a une série de problèmes qui doivent être gérées de manière différente dès la rentrée.

Au niveau de la plate-forme « adultes », un échange d'informations peut être développé.

Quoi qu'il en soit, nous sommes convaincus que le parent, illettré ou non, doit être considéré par le corps professoral comme un partenaire incontournable. En effet, le regard bienveillant qu'il posera sur l'enfant et ses productions permettra de donner du sens à ce que l'enfant vit à l'école.

Il faut déculpabiliser le parent dont l'enfant revient avec un mauvais bulletin. C'est pourquoi nous souhaitons instaurer (voir même instituer) un accueil systématique et informel des parents au sein de l'école. Ces rencontres, organisées avant la remise du 1^{er} bulletin, auraient pour objectif d'inviter les parents, quel que soit leur niveau de maîtriser des « savoirs », à manifester un intérêt certain pour la vie scolaire, en expliquant par exemple le projet d'établissement, le déroulement d'une journée, les thèmes abordés en classe, les excursions... Ces moments privilégiés, nous le souhaitons, permettront aux parents les plus marginalisés (sans pour autant les stigmatiser !) de nourrir moins d'appréhension vis-à-vis de l'école et de se sentir « exister » tout au long du cursus scolaire de leur enfant. Nous vous proposons de nous voir à la fin du trimestre 2008.

En ce qui concerne la cohésion sociale, le bilan en est fait à la table ronde de la cohésion sociale à laquelle le Pivot est le bienvenu.

Madame Chantal HOORNAERT estime que les adultes qui ont été à l'école ici ne peuvent être mélangés à des primo-arrivants. Il est trop dur pour quelqu'un de dire qu'ils ne savent pas bien lire alors qu'ils ont été à l'école pendant 12 ans. Il y a un regard de mépris des enseignants envers les parents qui ne savent pas lire ou bien écrire. Par contre, elle approuve l'idée de voir les parents avant le 1^{er} bulletin.

* * *

Mevrouw Chantal Hoornaert legt haar interpellatie uit.

Op 8 maart heeft het team van «Le Pivot» in «de Espace Senghor» een film voorgesteld die ze zelf tot stand gebracht hebben betreffende hun project voor een school voor volwassenen die nu al 20 jaar bestaat.

Deze film gaf het woord aan een vijftiental personen die noch konden lezen, schrijven en rekenen op een geschikte manier. Ze zijn Belg en hebben regelmatig onze scholen bezocht.

Dankzij dit project, hebben ze zich kunnen opwerken en zijn ze niet meer beschaamd.

De «Pivot» had de etterbeekse politieke wereld uitgenodigd om de volgende vragen te stellen:

1. Waarom niet aan de personen die in de Gemeente niet kunnen lezen of schrijven voor te stellen om naar de Pivot te komen?
2. Wat gaat u doen opdat zoiets niet met de kinderen zou gebeuren? Opdat ze niet zouden gebrandmerkt zijn al bij het begin van het schooljaar?
3. Zou het niet nuttig zijn om deze film aan de leerkrachten en de verantwoordelijken van de kleuterscholen te tonen, in de huiswerkscholen?

Le «Pivot» stelt onder andere voor dat de gemeentelijke overheden gratis geleide studies in de lagere scholen zou organiseren opdat de kinderen waarvan de ouders, die noch kunnen lezen en schrijven, de grootste kansen zouden krijgen om uit de armoede te treden, wetende dat de volwassenen op heden opgeleid door de «Pivot» klaar staan om zich geheel in dit soort project te storten.

Het is belangrijk om een gevolg te geven aan de vragen van burgers die creatief en acteur van hun leven zijn.

In die zin, zou ik het volgende van het College willen vernemen:

1. Zou u klaar staan om een transversale commissie «onderwijs-sociale zaken-gelijkheid van kansen» bijeen te brengen teneinde een constructief debat te houden met de gemeenteraadsleden?
2. Zou het mogelijk zijn om in de voortdurende vorming van uw leerkrachten een openstelling aan deze problematiek op te nemen door bijvoorbeeld de projectie van de film of via een ontmoeting met de deelnemers?

Het is dus essentieel om deze bezorgdheid op een transversale manier vast te grijpen aan de verschillende schepenbevoegdheden.

De heer André du BUS de WARNAFFE voegt bij dat, naar aanleiding van de projectie van de film, hij contact opgenomen had met de Kabinetschef van de Minister Simonet. De mogelijkheid bestaat om andere acties uit te voeren met de steun van de Minister.

De heer I. HALBERTHAL antwoordt:

In uw schrijven betreffende het analfabetisme stelt u aan het College van Burgemeester en Schepenen een reeks vragen.

Laat ons even toe om u eerst te ondervragen over de zin van de tweede vraag die de vertegenwoordigers van de vzw «Le Pivot» naar de mandatarissen opgestuurd hebben. Naar wie werden deze vragen gericht? Kinderen met leerstoornissen, nieuwkomers, of ook nog kinderen waarvan de ouders ongeletterd zijn? Wetende dat het om specifieke problemen gaat, zou het nuttig zijn dat u ons een woordje uitleg gaf.

Hij voegt bij dat het analfabetisme ook een probleem van sociale cohesie is, en de vzw «Le Pivot» is niet de enige die actief is op dit domein. Er bestaan een hele reeks verenigingen die al werken in de scholen uitgevoerd hebben.

De tweede vraag is ruimer en is meer gericht op de taak van de scholen. Er bestaan een reeks problemen die elk op een verschillende wijze in het begin van het schooljaar moeten aangepakt worden. Op het niveau van het platform «volwassenen» zou een informatie-uitwisseling kunnen ontwikkeld worden.

Hoe dan ook, zijn wij overtuigd dat de ouders, al of niet ongeletterd, door het lerarenkorps als een onontkoombare partner zouden moeten beschouwd worden. Inderdaad de gunstige blik die deze op het kind en zijn prestaties zal werpen zal een echte zin geven aan wat het kind op school leeft en meemaakt.

Men moet de ouder, waarvan het kind met een slecht schoolrapport naar huis komt, van het schuldgevoel bevrijden.

Daarom wensen wij een systematische verwelcoming op te richten (ja en zelfs tot stand te brengen) en de ouders over de school te informeren. De bedoeling van deze ontmoetingen, georganiseerd vóór het uitreiken van het eerste rapport, is om de ouders uit te nodigen, om het even hun niveau van kennis, een zeker belang voor het schooleven te uiten, zoals bijvoorbeeld hoe een dag op school verloopt, de besproken thema's in de klas, de uitstapjes enz... Deze bevoorrechte ogenblikken, en wij wensen het echt, zullen aan de meest gemarginaliseerde ouders (zonder ze daarvoor te stigmatiseren!) toelaten om minder vrees gevoelens te hebben tegenover de school en ze het gevoel geven dat ze echt «bestaan» tijdens de schooljaren van hun kinderen.

Wij stellen u dus voor om elkaar terug te ontmoeten op het einde van de trimester van het jaar 2008.

Voor wat de sociale cohesie betreft, werd de balans gemaakt op de Ronde Tafel van de sociale cohesie en waaraan «Le Pivot» steeds welkom is.

Chantal Hoornaert is van mening dat de volwassenen, die hier op school geweest zijn, niet mogen vermengd worden met de nieuwkomers. Het is zeer hard voor iemand te zeggen dat ze niet goed kunnen lezen terwijl ze toch 12 jaar naar school gegaan zijn.

Er zijn meestal misprijzende blikken van de leraars tegenover de ouders van de leerlingen die niet goed kunnen lezen of schrijven. Ze gaat akkoord met het idee om de ouders voor het eerste rapport te ontmoeten.

(13) Interpellation de Monsieur Stéphane VAN VAERENBERGH relative au manque de sécurité permanent du parking situé au 745/757 chaussée de Wavre et jouxtant le parc menant au 14/16 rue Mont du Chêne.

Interpellatie van de heer Stéphane VAN VAERENBERGH betreffende het voortdurende gebrek aan veiligheid in de parking gelegen nr 745/747 Waversesteenweg en grenzend aan het park die naar de nrs 14/16 van de Eikenbergstraat leidt.

Ce point est retiré de l'ordre du jour du conseil communal.

Dit punt wordt van de dagorde van de gemeenteraad ingetrokken.

Madame Françoise BERTIEAUX quitte la séance.

Mevrouw Françoise BERTIEAUX verlaat de zitting.

(14) Interpellation de Madame Kathy MOTTET relative à la déchetterie mobile et ""grandes poubelles"".

Interpellatie van Mevrouw Kathy MOTTET betreffende de verplaatsbare containerpark en ""grofvuil"".

Madame Kathy MOTTET expose son interpellation.

Depuis quelques années, le système de « déchetterie mobile » a remplacé les « grandes poubelles ».

Bien qu'annoncé par voie d'avis, assoupli par des mesures facilitant le ramassage à domicile dans des cas spécifiques (personnes âgées etc...), et complémentaire aux ramassages organisés par Bruxelles Propreté, ce système est perçu par beaucoup de concitoyens comme moins souple et beaucoup plus contraignant :

- il faut se souvenir de la date (certains ont la mémoire courte!)
- il faut être disponible aux heures annoncées
- il faut disposer d'un véhicule et d'un dos solide
- il faut transporter ses déchets, parfois bien sales et bien encombrants
- il faut faire la file.

Bref, le service à la population a perdu en qualité.

En outre, il a également perdu de son charme voire de son efficacité :

- fini le troc entre voisin et la récup (je récupète ta vieille étagère, tu veux mon ancienne planche à repasser ?)
- fini les « ramasseurs » qui circulent et sélectionnent toutes sortes d'objets et de matériaux, soulageant d'autant la collecte communale.

Mais peut-être ce système a-t-il aussi soulagé la commune de « dépôts sauvages et massifs », effectués par des non-Etterbeekoïses profitant de la situation ?

Mes demandes sont donc les suivantes :

- a) la commune peut-elle fournir par années une évaluation de ses collectes selon les 2 systèmes (nombre de mètres cubes récoltés et type de déchets, cubage des déchets « parasites » (non Etterbeekoïses) si l'estimation a été faite, coûts pour les services communaux en hommes et matériel) ?
- b) afin d'offrir un meilleur service aux habitants et de répondre à leurs attentes, la commune pourrait-elle rétablir à partir de 2008 les collectes des « grandes poubelles » dans les rues selon une fréquence semestrielle ou annuelle ?

Monsieur le Bourgmestre dit que cela concerne à la fois le passé et le futur. Il avait demandé à l'Echevin Monsieur Bernard de MARCKEN de MERKEN qu'on instaure le ramassage des grandes poubelles. Cela a été fait pendant quelques années jusqu'à ce que le service des Travaux tire la sonnette d'alarme parce qu'il n'arrivait plus à absorber la masse. Etterbeek se trouve au centre des autres communes et près des entrées de Bruxelles. Tout le monde de l'extérieur venait donc y déposer ses encombrants. Le tonnage par année n'a pas cessé d'augmenter. Nous n'avons aucun contrôle de qui venait apporter et la nature du contenu des grandes poubelles. Ceci était également source de danger pour la sécurité publique. Nous avons régulièrement trouvé des cyanures, des solvants, des batteries, etc. On pourrait retrouver les chiffres et le prix pour les déchets dangereux que la commune devait elle-même déposer dans des endroits spécialisés. C'était donc aussi une gabegie financière. C'est pourquoi, est venue l'idée de la création d'une déchetterie mobile. Le seul problème est que nous ne disposons pas de terrain pour organiser la déchetterie. Le seul endroit se trouve aux casernes, mais le terrain appartient à la Régie foncière fédérale.

Monsieur le Bourgmestre est intervenu pour demander des subsides. Le Ministre considère qu'il s'agit d'une idée originale, mais que ce n'est pas prévu par les textes. La commune n'a donc pas reçu de subsides.

De manière générale, les fonctionnaires sont satisfaits. Les personnes qui ne disposent pas d'un véhicule peuvent téléphoner et les ouvriers vont chercher à domicile, durant cette période. On n'a jamais constaté de file. Les ouvriers ont de bons contacts avec la population. La police est présente. L'avantage est que les citoyens doivent prouver qu'ils habitent la commune et les déchets dangereux ne sont pas acceptés. La déchetterie mobile est donc plus rentable que Clean Etterbeek.

* * *

Mevrouw Kathy MOTTET legt haar insterpellatie uit.

Sinds enkele jaren werd het systeem van het grofvuil vervangen door een verplaatsbare containerpark. Hoewel aangekondigd via berichten, versoepeld door maatregelen tot bevordering van de ophaling aan huis in specifieke gevallen (bejaarde personen enz...), en aanvullend op de ophalingen georganiseerd door Brussel-Net, wordt dit systeem door veel burgers waargenomen als zijnde minder soepel en lastiger.

- Men moet de datums kunnen onthouden (sommige hebben een kort geheugen);
- Men moet op de aangekondigde uren beschikbaar kunnen zijn;
- Men moet over een voertuig beschikken plus ook nog over een sterke rug;
- Het gebeurt dat men zijn eigen afval, meestal vies en smerig en soms hinderlijk, zelf moet vervoeren;
- Men moet in de rij staan.

In één woord, de dienst van de Bevolking verliest aan kwaliteit.

Bovendien heeft de dienst ook veel van zijn charme verloren en zelfs aan efficiëntie.

- Gedaan met het ruilen onder burens en de recuperatie (ik recupereer uw oude boekenrek, wil jij mijn oude strijklank?);
- Gedaan met de inzamelaars die de straten doorkruisen op zoek naar allerlei voorwerpen en materiaal, en die zodoende de gemeentelijke ophaaldienst opluchten;

Maar misschien heeft dit systeem ook de gemeente van «massieve sluikestortingen» verlicht die uitgevoerd werden door niet-Etterbeekenaars die voordeel trekken uit het systeem?

Graag zou ik het volgende willen weten:

- a) zou de gemeente jaarlijks een evaluatie van deze ophalingen volgens de twee systemen kunnen inleveren (ingezamelde aantal kubieke meters en type van afval; en de inhoud van de externe afval (niet van Etterbeek)?). Indien de schatting uitgevoerd werd, welke zijn de financiële gevolgen voor de gemeentelijke diensten op het gebied van de manschappen en het materiaal?
- b) Teneinde een betere dienst aan de inwoners te verzekeren en om aan hun verwachtingen een antwoord te kunnen geven, zou de gemeente niet vanaf 2008 de ophaling van het grof huisvuil in de straten niet kunnen herstellen volgens een semestriële of jaarlijkse doorgang?

De heer Burgemeester zegt dat het tegelijkertijd het verleden en de toekomst betreft. Hij had aan de Schepen Bernard de MARKEN de MERKEN gevraagd dat men de ophaling van grofvuil zou inrichten. Dit werd gedurende enkele jaren verzekerd totdat de dienst van de Openbare Werken aan de alarmbel trok want de dienst kon het massa grofvuil niet meer verwerken.

Etterbeek bevindt zich in het centrum van andere gemeenten en dichtbij de verschillende toegangen tot Brussel. Iedereen, van buiten uit, zou dus zijn grofvuil of zijn afval hier in Etterbeek komen neerleggen.

Het volume afval per jaar bleef maar stijgen. Wij hadden geen enkele controle op wie zijn afval kwam neerleggen alsook over de inhoud van dit grofvuil. Dit vormde natuurlijk ook een bron van gevaren voor de openbare veiligheid. We vonden regelmatig cyaankali, oplosmiddelen, batterijen enz...

We zouden de cijfers en de prijs moeten terugvinden voor het gevaarlijk afval die de Gemeente zelf in de gespecialiseerde plaatsen moest neerleggen Het was dus ook een financiële knoeierij.

Daarom kwamen we op het idee om een mobiele stortplaats op te richten.

Het enige probleem was dat we niet over een terrain beschikten om er een stortplaats op te richten. De enige plaats bevindt zich aan de Kazernen, maar het terrain is het eigenschap van de Federale Regie van Grondbeleid.

De heer Burgemeester is tussengekomen om subsidies aan te vragen. De Minister is van mening dat het om een origineel idee gaat, maar dat dit niet in de teksten voorzien was. De Gemeente heeft dus geen subsidies gekregen.

Over het algemeen zijn de ambtenaren nogal tevreden. De personen die niet over een voertuig beschikken kunnen de dienst opbellen en de arbeiders komen, gedurende deze periode, het vuil aan huis halen.

We hebben nooit een filevorming kunnen vaststellen. De arbeiders hebben uitstekende contacten met de bevolking. De Politie is aanwezig. Het voordeel is dat de burgers moeten kunnen bewijzen dat ze in de Gemeente wonen en dat het gevaarlijk afval niet aanvaard wordt. De mobiele stortplaats is dus meer rendabel dan Clean Etterbeek.

La séance est levée à 21 h 50.

De zitting wordt gesloten om 21 u 50.

PAR LE CONSEIL
NAMENS DE GEMEENTERAAD

Le Secrétaire,
De Secretaris

Le Bourgmestre
De Burgemeester

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF